

LA TRIBUNE DE LA FÉDÉRATION

AUTOMNE 2025
Volume 1
Numéro 1

Des nouvelles du Conseil d'administration de la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants

Le Conseil d'administration de la CTF/FCE travaille toute l'année pour faire valoir les intérêts du personnel enseignant et des autres membres du personnel de l'éducation au Canada.

Il contribue à définir les priorités nationales de la Fédération, à unifier et à renforcer notre voix collective, et à promouvoir une éducation publique de qualité. Le Conseil, qui se réunit en personne trois fois l'an, s'attaque aux grandes questions de l'heure, définit l'orientation stratégique de la Fédération et suit l'évolution des dossiers qui touchent particulièrement le personnel de l'éducation tout en veillant à ce que vos préoccupations et votre réalité dictent notre action à l'échelle nationale.



SOLIDARITÉ NATIONALE

Solidarité pancanadienne envers les enseignantes et enseignants de l'Alberta :

Les porte-paroles de l'enseignement réunis à Ottawa se mobilisent pour soutenir l'Alberta Teachers' Association (ATA) et faire respecter les droits garantis par la Charte.

OTTAWA, les 18 et 19 novembre 2025 — La Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (CTF/FCE) condamne sans équivoque la décision du gouvernement albertain de se prévaloir de la disposition de dérogation pour contraindre les membres du personnel enseignant à reprendre le travail, ce qui viole leur droit de grève et d'autres droits fondamentaux.

La CTF/FCE a fermement soutenu l'ATA tout au long d'une ronde de négociations extrêmement difficile en fournissant des études pancanadiennes, en mobilisant son Réseau de négociation du personnel enseignant, en assurant la liaison avec l'Internationale de l'Éducation et le Congrès du travail du Canada, et [en exhortant le premier ministre du Canada et les dirigeantes et dirigeants fédéraux à faire part de leurs préoccupations](#) (<https://www.ctf-fce.ca/fr/declaration-alberta-projet-de-loi-2/>).

L'ensemble du milieu syndical canadien s'inquiète vivement du précédent créé par l'adoption de cette loi, qui constitue non seulement une attaque directe contre le droit à une négociation collective libre et équitable, mais aussi une menace pour les droits des travailleurs et travailleuses de tout le pays.

FAITS SAILLANTS DES ORGANISATIONS

L'effectif et la complexité des classes : Un problème croissant malgré quelques avancées

L'effectif et la complexité des classes ont encore récemment fait les manchettes au pays. Bien que de modestes engagements pris par certaines provinces aient permis de faire quelques progrès,

les organisations membres et associées ont toutes fait part des mêmes difficultés et présenté des stratégies pour la suite des choses.

L'intelligence artificielle et l'éducation publique

Afin de faciliter l'échange de connaissances dans tout le pays, des responsables de l'Alberta Teachers' Association (ATA), de la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (FEO) et de la New Brunswick Teachers' Association (NBTA) ont présenté le fruit de leurs travaux sur l'intelligence artificielle (IA). Tous trois ont insisté sur l'importance de garantir une utilisation sécuritaire et éthique de l'IA dans les écoles, de la maternelle à la 12^e année, ce qui se traduit par l'absolue nécessité de légiférer en la matière, de mettre en place des garde-fous et d'adopter des politiques détaillées tout en respectant l'autonomie et le jugement professionnel du personnel enseignant. Une mise en garde a également été faite contre « l'emprise » de certaines entreprises sur les écoles publiques par le biais de technologies, d'outils de l'IA détenus par des intérêts privés et de partenariats public-privé, ce qui soulève des questions en matière de respect de la vie privée et de protection des données. Les trois présentations ont abouti à la même conclusion : l'IA doit soutenir — et non pas remplacer — l'aspect humain dans le cadre pédagogique actuel.

Visitez notre site web pour en savoir plus sur notre document intitulé [Vers une utilisation responsable de l'intelligence artificielle dans le secteur de l'éducation publique canadien](#).



Le président de l'ATA, Jason Schilling, le secrétaire-trésorier de la FEO, Ian Pettigrew, la présidente de la NBTA, et Heidi Ryde font une présentation sur l'IA.

Recours accru à la disposition de dérogation au Canada

La disposition de dérogation n'a jamais de notre vivant été autant utilisée pour porter atteinte aux droits démocratiques et aux droits de la personne qu'au cours des cinq dernières années. Récemment, les gouvernements de l'Alberta, de la Saskatchewan, du Québec et de l'Ontario se sont prévalués de cette disposition pour outrepasser certains droits garantis par la Charte. Le Conseil d'administration de la CTF/FCE a condamné la mise en œuvre par ces gouvernements de politiques hostiles aux travailleurs et travailleuses.

Pétition contre le recours à la disposition de dérogation pour contourner les droits de négociation collective

Le Conseil d'administration a adopté une motion pour que la CTF/FCE coordonne le lancement d'une pétition à l'intention de la Chambre des communes afin de demander au gouvernement fédéral de condamner et de restreindre le recours à l'article 33 de la Charte canadienne des droits et libertés quand cela sert à priver les travailleurs et travailleuses de leurs droits de négociation collective ainsi qu'à nier les droits de la personne.



LE MOT DE CLINT

Il apparaît plus évident que jamais que l'éducation publique au Canada se retrouve aux prises avec un grand nombre de difficultés qui dépassent le domaine de l'éducation. Les salles de classe ne sont que le reflet de la société dans laquelle nous vivons.

Les enfants vivent dans un monde politiquement chargé où le discours est toujours plus polarisé, tendu et agressif. La disposition de dérogation sert de plus en plus à attaquer et retirer des droits, et vise souvent le personnel de l'éducation. Tant les élèves et leurs parents que l'ensemble du personnel de l'éducation en ressentent les effets. Toute cette tension se retrouve au quotidien à l'école, et on attend du personnel de l'éducation qu'il contribue dans une large mesure à remédier au problème.

Malheureusement, les gouvernements ne semblent pas disposés à fournir les ressources nécessaires pour nous permettre d'apporter une aide adéquate, et c'est là-dessus que le Conseil d'administration de la CTF/FCE continue de se pencher et d'agir. Vous constaterez que le Conseil s'efforce, dans ses décisions, de faire continuellement avancer les dossiers qui vous touchent au quotidien, notamment en mobilisant la sphère politique fédérale autour de grands enjeux de société qui ont une incidence sur vos élèves et vous. Les témoignages de ce que vous vivez, qu'ils soient recueillis dans des sondages de la CTF/FCE ou relayés par vos représentantes ou représentants au Conseil, orientent et motivent notre travail au quotidien.

En toute solidarité,

Clint Johnston, président de la CTF/FCE

Hommage à Chris Goodsir (OSSTF/FEESO): Un exemple d'intégrité, de vision et de solidarité nationale



Le président de la CTF/FCE, Clint Johnston (à gauche) et la directrice générale, Cassandra Hallett (à droite), remercient le secrétaire général sortant de l'OSSTF/FEESO, Chris Goodsir, pour son apport à l'éducation publique en Ontario et au Canada.

Chris Goodsir, qui quitte ses fonctions de secrétaire général de la Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario (OSSTF/FEESO), laissera une profonde empreinte à la CTF/FCE après avoir siégé pendant plus de quatre ans à son Conseil d'administration. La directrice générale, Cassandra Hallett, a salué la gentillesse, l'intelligence et la sollicitude dont il a toujours fait preuve — des qualités qui ont donné le ton pour certaines des discussions particulièrement délicates tenues par le Conseil d'administration.

Dans son discours d'adieu, Chris Goodsir a parlé du caractère unique de la CTF/FCE en tant que forum national où les échanges sont fondés sur des principes solides et empreints de respect et d'ouverture. Il a rappelé l'importance pour les provinces et les territoires d'être unis et a indiqué que le système d'éducation publique canadien constituait un «formidable levier de mobilité sociale», qui avait aidé sa propre famille à se bâtir une vie nouvelle au Canada. La constance de son leadership et sa vision d'ensemble nous manqueront beaucoup.

«L'éducation publique est un formidable levier de mobilité sociale au Canada et il nous incombe de la défendre partout au pays. La CTF/FCE nous offre une tribune nationale essentielle et nous rassemble autour de cet objectif.»

Chris Goodsir
Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario

DES DÉCISIONS EN ACTION

Un survol des motions adoptées par le Conseil d'administration de la CTF/FCE lors de sa réunion de novembre.

Demande d'autorisation d'intervenir à la Cour suprême du Canada — Saskatchewan c. UR Pride

En tant que membre d'une coalition syndicale, la CTF/FCE interviendra dans une affaire opposant l'organisme UR (University of Regina) Pride au gouvernement de la Saskatchewan devant la Cour suprême du Canada concernant le projet de loi 137, la «Déclaration des droits des parents», qui a fait l'objet de la disposition de dérogation.

Soutien à l'Alberta Teachers' Association financé par la Caisse de défense du personnel enseignant canadien

La CTF/FCE accordera à l'Alberta Teachers' Association un montant de 100 000\$ provenant de la Caisse de défense du personnel enseignant canadien.

NOUVELLES DE VOTRE FÉDÉRATION NATIONALE

Sondage du Tour d'horizon panafrican

La CTF/FCE mène un sondage panafrican semestriel auprès des organisations membres et associées afin d'avoir une vue d'ensemble des questions les plus importantes pour elles et leurs adhérentes et adhérents.

Voici les conclusions du sondage mené à l'automne 2025:

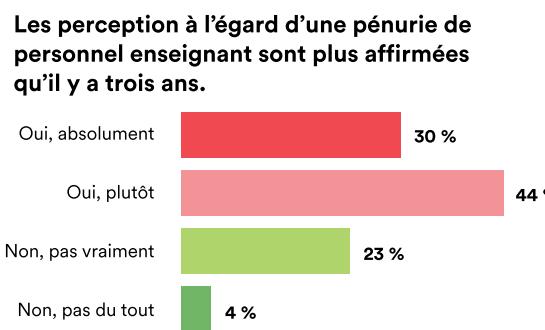
- L'effectif et la complexité des classes demeurent des priorités.
- La violence et l'agressivité dans les écoles demeurent des problèmes importants.
- L'utilisation de l'IA à l'école suscite de plus en plus d'inquiétudes.
- La pénurie est particulièrement grave parmi le personnel enseignant de langue française.

Financement permanent du Programme national d'alimentation scolaire

En avril 2024, le gouvernement fédéral a lancé le Programme national d'alimentation scolaire en investissant un milliard de dollars sur cinq ans. La CTF/FCE milite en faveur d'un tel programme depuis plus de dix ans et elle a collaboré ces dernières années avec des organismes comme le Club des petits déjeuners et la Coalition pour une saine alimentation scolaire afin de concrétiser le projet. Nous saluons le financement permanent de ce programme, qui permettra à chaque enfant au Canada de recevoir des repas nutritifs. Les provinces et les territoires continueront à travailler avec le gouvernement fédéral afin d'étendre ce programme à un plus grand nombre d'écoles au pays.

Sensibilisation accrue à la crise de la rétention et du recrutement du personnel enseignant au Canada

Depuis 2022, la CTF/FCE collabore avec Abacus Data afin de mener des sondages nationaux pour suivre l'évolution de l'opinion publique sur des questions liées à l'éducation publique. Notre plus récent sondage indique que **74 % des Canadiens et Canadiennes estiment qu'il y a une pénurie de personnel enseignant** dans leur communauté, une hausse par rapport aux 67 % d'il y a trois ans.



Quand le CMEC hésite, la CTF/FCE montre la voie

Le Conseil d'administration a discuté des difficultés récurrentes de coordination en éducation et du manque de communication du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) [CMEC] avec la Fédération. En réfléchissant aux efforts déployés à l'international par le passé, les membres du Conseil d'administration ont noté que les gouvernements provinciaux et territoriaux se font souvent concurrence sur la scène mondiale, ce qui les empêche de faire front commun et d'agir dans un même but.

Cela met en lumière une impression partagée par l'ensemble du Conseil d'administration: alors que les gouvernements ont parfois de la difficulté à s'entendre, la CTF/FCE constitue un vecteur de collaboration. Les membres du Conseil d'administration ont souligné que

la Fédération offre ce que le CMEC a souvent du mal à offrir: une voix nationale unifiée, un leadership cohérent et un espace où les différences contribuent à l'action collective plutôt que de l'entraver.

Le Conseil d'administration a souligné que la collaboration entre les provinces et territoires demeure un contrepoids essentiel face au manque d'engagement du CMEC.

«L'un des fondements de la CTF/FCE réside dans ses programmes de coopération internationale. Grâce à eux, le personnel enseignant canadien jouit d'un immense respect dans le monde, ce que chaque organisation de l'enseignement n'aurait pu obtenir seule, à mon avis.»

Ardith Shirley
New Brunswick Teachers' Association

Solidarité internationale

Fière membre de l'Internationale de l'Éducation (IE), la CTF/FCE soutient activement les syndicats de l'enseignement du monde entier qui sont confrontés à de graves problèmes, qu'on parle de catastrophes naturelles ou de mesures gouvernementales catastrophiques.

En novembre, la CTF/FCE a reçu des appels d'action urgente de l'IE pour soutenir les syndicats de l'enseignement suivants:

Jamaica Teachers' Association

À la suite de la dévastation causée par l'ouragan *Melissa*, l'IE a versé des fonds pour fournir un soutien vital et répondre à l'évolution des besoins sur le terrain en Jamaïque. La CTF/FCE a versé 5 000\$ et a invité les organisations membres et associées à faire un don, dans la mesure de leurs moyens, pour venir en aide aux collègues touchés, à leurs familles et aux communautés scolaires.

Syndicat des travailleurs et travailleuses de l'éducation et des sciences d'Ukraine

Alors que la guerre se poursuit, les enseignantes et enseignants de l'Ukraine sont confrontés à des changements législatifs qui menacent le statut de leur profession et enfreignent les normes internationales du travail. Ces changements pourraient entraîner des licenciements massifs, détériorer la qualité de l'éducation, nuire à des millions d'élèves et miner la reconstruction du pays après la guerre.

En réponse à l'appel à la solidarité de l'IE, la CTF/FCE a envoyé une lettre de protestation à des responsables des gouvernements canadien et ukrainien afin d'exiger le retrait de ces mesures. Plusieurs organisations affiliées à l'IE ont aussi répondu à l'appel, et le 2 décembre 2025, le comité du gouvernement ukrainien responsable de l'éducation a accepté d'abandonner les dispositions relatives aux contrats à durée déterminée et à la semaine de travail de 36 heures.

MOTS CACHÉS

Q D X W Y O R N T V W W R U I
A E C M M P W É P D I E V Q I
N I L M W J K B N D É H T I W
D A I X F Q D O R N H B V B Z
N C C Z E Z I T É A B D A F A
É S O W P T Q M W F X I L É U
Q U F Z A Z X I S B Y M L D R
U I E C K V D V B T H Z I É H
I D U N Y Y B É O H I Q A R Q
T D I N T E R N A T I O N A L
É S O L I D A R I T É R C T N
N A T I O N A L U M Z Y E I T
D O É B É S F C A N A D A O S
A C T I O N R P H N G H T N U
V I O R G A N I S A T I O N C

